



Pour la Santé et l'Hôpital...

Avec le Tour de France pour la Santé Agir maintenant...

sante-secu-social.npa2009.org - Octobre 2023

Au sortir de l'été, tous les voyants sont au rouge dans les hôpitaux et le système de santé...

- Dans les services d'urgence, les patients attendent des heures, voire des jours, faute de lits et de personnels.
- Les services de néonatalogie saturés à 95% ne peuvent plus faire face.
- La psychiatrie publique démantelée ne peut répondre à des besoins qui explosent...

1200 soignant.es, s'adressant aux usagers, viennent de lancer un appel poignant : « Nous n'avons pas choisi ce métier pour vous faire subir cette violence et être maltraitants »

Pour 2024, le gouvernement prépare le pire !

Sourd et aveugle, le gouvernement n'entend pas apporter un minimum de réponse à l'effondrement de l'hôpital public et du système de santé. Il s'apprête au contraire à en réduire encore leurs moyens. Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2024, discuté en octobre au Parlement prévoit en effet :

- Un budget hospitalier (ONDAM) à +3,2%, c'est-à-dire en dessous de l'inflation ! Selon les directeurs d'hôpitaux eux mêmes, il manque déjà, pour 2023, 585 millions d'€ pour compenser l'inflation et 700 pour financer les revalorisations de rémunération.

- Pour 2024, une nouvelle ponction de 600 millions d'€ va être effectuée sur les budgets hospitaliers, alors que les besoins supplémentaires s'élèvent à 2 milliards selon les directions hospitalières. Rien n'est prévu pour fi-

nançer les quelques mesurées annoncées par E.Borne. Ce budget annonce donc de nouvelles suppressions de postes pour 2024.

- La tarification à l'activité n'est pas supprimée. Son taux passerait entre 2023 et 2026 de 54 à 49%. A ce rythme, la fin de la T2A n'est pas pour demain! Et surtout, « Si le gâteau reste le même, vous pouvez le couper comme vous voulez, ça n'ira pas mieux (...) Le fond du problème, c'est d'abord la contrainte budgétaire, aujourd'hui, le budget de l'hôpital n'est pas adapté aux missions qu'on lui demande », comme le dit le docteur Thierry Godeau, président de la Conférence nationale des présidents de commission médicale d'établissement.

C'est bien la poursuite de la destruction de l'hôpital public, du droit à la santé pour tous qui est l'ordre du jour.

Vers un système de santé au service du profit, pas de la population

En réduisant la part des soins remboursés à tout.es par la Sécurité sociale, en cassant l'hôpital public, le but de Macron et des siens n'est pas comme il le prétendent de faire des "économies". Il veulent au contraire promouvoir un système de santé privé, dominé par des groupes financiers et des fonds d'investissement, inégalitaire, inefficace et coûteux pour la société, où l'on sera soigné en fonction de ses moyens et pas de ses besoins.

-La Sécurité sociale remboursant de moins en moins, les assurances complémentaires annoncent des hausses d'environ 10% sur leur tarifs 2024, ce qui va encore plus grever les salaires et les retraites.



Plus de 70 organisations, syndicats de salariés et de médecins, associations professionnelles, associations féministes, d'usager.es, Médecins du Monde...



Un **BUDGET** de la **Sécurité Sociale**
Pour sortir de la crise sanitaire et satisfaire les besoins des populations

- Ceux qui profitent réellement de ce système ne sont pas les prétendus usagers "fraudeurs" ou les médecins qui prescriraient "trop" d'arrêts de travail, comme le prétend la propagande gouvernementale.

Les profiteurs de la santé !

- Les vrais profiteurs sont les entreprises privées qui enrichissent leurs actionnaires sur le dos de la Sécurité Sociale à commencer par les laboratoires pharmaceutiques (rappel Sanofi : +17% de bénéfices nets en 2022), les chaînes de cliniques privées, les laboratoires de biologie médicale passés sous le contrôle de quelques grands groupes dont les profits ont explosé avec le COVID.

Avec le soutien de Macron, Borne et Le Maire, la financiarisation du système de santé s'accélère avec le rachat des pharmacies d'officine, des cabinets de médecins libéraux par des fonds dont l'objectif principal est le "retour sur investissement" au détriment de la qualité des soins.

Les dérives inévitables se multiplient comme dans ces "centres de santé" privés qui surfacturent des examens ou multiplient les actes inutiles ou ces cabinets dentaires qui après avoir pratiqué des actes dans des conditions désastreuses, ferment leurs portes, abandonnant leurs patients dans le désarroi.

Pour que l'accès de tous.tes aux meilleurs soins soient une réalité : il n'est qu'une alternative : un système public de santé, en ville et à l'hôpital, financé et remboursé à 100% par la Sécurité Sociale. Seul un rapport de force national permettra de l'imposer.

Des résistances à fédérer...

Dans la population, dans les hôpitaux, des résistances existent face à la catastrophe organisée par ce gouvernement. Ainsi...

- A Carhaix en Centre Bretagne, c'est toute la population qui se mobilise avec ses élus, ses personnels hospitaliers, ses pompiers, pour imposer le maintien des urgences 24h/24 à l'hôpital.

- A Langres, 6000 personnes manifestent le 23 septembre contre le projet de restructuration de l'hôpital, qui réduit l'accès aux soins.

- A Bagnères de Bigorre, 3000 personnes défilent pour défendre les urgences.

- A Tours, la grève de l'hôpital pédiatrique se poursuit et s'élargit à d'autres secteurs : (chirurgie digestive, gériatrie...) avec les mêmes exigences : remplacement des absences, arrêt des rappels, amélioration des conditions d'accueil et de travail.



Mais, isolées, ces luttes ne suffiront pas pour faire reculer le pouvoir.

Les personnels hospitaliers, épuisés et écœurés par le mépris et la maltraitance dont ils sont l'objet n'ont pas encore repris confiance dans leurs forces. Pour retrouver cette confiance, pour faire de la santé une priorité et imposer les moyens nécessaires, il est indispensable de fédérer sur le plan national toutes les mobilisations, d'unifier professionnels de santé, et usagers de la santé, les syndicats, les associations, les élus... dans une même lutte, dont le vote du projet de loi de financement de la Sécurité sociale sera une étape importante et qui devra se poursuivre.

Le collectif du « **Tour de France pour la santé** » est un des outils de remobilisation et de convergence des luttes. Fort de 70 associations dont Médecins du Monde, d'organisations syndicales, féministes, de mutuelles, et soutenu par des partis politiques, dont le NPA, il se bat pour « **Un budget pour sortir de la crise sanitaire et répondre aux besoins de la population** ».

Alors Carton rouge au gouvernement et à son projet de loi de financement de la sécurité Sociale. Lors du débat parlementaire sur le budget de la Sécu et de l'hôpital, mobilisation, devant le Parlement ou en organisant des casseroles devant les Mairies. Personnels-usagers, tou.tes ensemble pour le droit à la santé.



Vidéos, articles, podcast...
Suivez-nous, prenez contact sur
nouveupartianticapitaliste.org/